

## Billet<sup>1</sup>

Le devant de la scène nigérienne est encore occupé par des affaires politiques, au détriment de la culture et de la vie quotidienne : le nouveau gouvernement au Niger et les deux nouvelles guerres en Libye et en Côte d'Ivoire.

### *Un fauteuil tout neuf*

Le président du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie, le général Salou Jibo, a tenu sa promesse de rendre le pouvoir aux civils après des élections libres et transparentes, au terme de quatorze mois d'un régime de transition, qui mettait fin aux dérives de l'ancien président Tanja. Les militaires ont profité de ce laps de temps pour faire un peu de ménage, principalement au travers d'enquêtes, puis de la mise en accusation, de quelques détourneurs de fonds publics. Ils ont changé les têtes des autorités administratives, peut-être pas toujours à bon escient au goût de certains. Ils ont redoré le blason du pays à l'étranger et redonné confiance aux bailleurs de fonds. Et pour finir, ils ont restauré le palais présidentiel, offrant un fauteuil tout neuf au président élu Mahamadou Issoufou du Parti national pour la démocratie et le socialisme (PNDS), qui a pris ses fonctions le 7 avril dernier. Ce bon coup de balai était salutaire, mais pour qu'il porte ses fruits, encore faut-il que le nouveau gouvernement poursuive ces louables efforts. On n'attend pas du dirigeant d'un pays classé par le PNUD parmi les plus pauvres du monde qu'il mène une politique de gauche ou de droite, mais qu'il s'occupe du développement. C'est-à-dire que les priorités soient l'éducation nationale, la santé et l'agriculture, trois secteurs à l'agonie au Niger. On attend encore que les recettes et les fonds mis à disposition du gouvernement soient utilisés pour le pays et non pour aller grossir quelques fortunes privées. Mahamadou Issoufou est un homme politique connu. Figure de l'opposition, il avait occupé les charges de ministre et de parlementaire. Ses qualités politiques se sont vues confirmées pour sa première décision, la nomination d'un premier ministre. A la surprise générale, il a choisi un Touareg d'Iférouane, Monsieur Birji Rafini. C'est un signe pour les Touaregs qui se sentent les oubliés du pays. Espérons que ce ministre, éloigné de sa région depuis longtemps, soit reconnu par les siens. On le dit ancien énarque et parmi les meilleurs cadres de l'administration actuelle, intègre aussi. Nous n'attendons qu'une chose, nous qui sommes un peu désabusés : que le président et le ministre nous surprennent par des décisions inattendues, réservées au bien-être de la population. Quant au risque de nouvelles dérives antidémocratiques, le colonel Salou Jibo a mis en garde les candidats à la présidentielle avant les élections du premier tour : les militaires veillent au grain depuis leur caserne. Que l'élu se le tiennent pour dit !

---

<sup>1</sup> Les opinions émises dans ce billet n'engagent que leur auteure et en aucun cas l'association Point d'appui.

## *De dommages collatéraux en exactions, les civils comptent pour beurre*

Après les espoirs soulevés par la Révolution de jasmin et les événements d’Égypte, voici que la peur et le froid s’insinuent dans les cœurs au regard des événements tragiques de Libye. La répression qui s’abat sur le peuple libyen est terrible. Les gens fuient. Nombreux sont les immigrés venus y travailler, car il est le pays le plus riche de la région ; ils sont également en danger aujourd’hui.

Le colonel Kadhafi a choisi de s’entourer d’étrangers dans sa garde et d’en enrôler dans son armée, Noirs pour la plupart. Une forte propension au racisme s’est développée dans le pays, probable manipulation à des fins politiques de l’humaine imperfection par le Guide, le vieil adage « diviser pour régner » se révélant toujours efficace. Sans compter, on le voit aujourd’hui, qu’il est sûrement plus facile pour les militaires étrangers de tirer sur la population s’ils n’ont pas de lien avec elle.

Parmi ces étrangers, des Nigériens. Depuis Agadez, on assiste à deux mouvements inverses. Celui des Touaregs qui vont en Libye prêter main forte au colonel – un prêt pour un rendu, car ce dernier a donné son concours à leur récente rébellion. Celui des travailleurs Nigériens qui reviennent de Libye, fuyant les combats et les exactions de la population à leur encontre. Selon les estimations du bureau des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) à Agadez, ce sont 17'617 personnes qui sont arrivées à Dirkou, oasis dans le désert, depuis la Libye, entre le 13 février, début de la guerre et le 27 mars. Plusieurs milliers de personnes sont encore arrivées depuis lors.

Par ailleurs, les réunions dites de sécurité, organisée par ce même OCHA afin de répertorier et répercuter les informations sur les violences en tout genre qui sévissent dans la région (enlèvements, banditisme, rébellion, crimes, etc.), qui avaient lieu chaque semaine, sont ramenées à un rythme mensuel. La région est devenue calme, le nombre de vols de véhicules, de détournements de voyageurs s’est brusquement stoppé. Le banditisme, résidu de la rébellion, semble être éteint. Ou, comme on est beaucoup à le penser, ceux qui le pratiquaient sont partis combattre en Libye aux côtés du clan Kadhafi. On craint déjà leur retour.

En Côte d’Ivoire aussi, il y a des exactions contre les civils, de part et d’autre des deux camps qui s’affrontent. Les découvertes de charniers dont la responsabilité est déniée témoignent de l’inconséquence des dirigeants. Il n’est pas certain que l’arrestation de Laurent Gbagbo et de ses proches mette un terme au carnage ; on ne peut que l’espérer. D’ailleurs, la façon dont cette capture s’est déroulée n’honore pas le camp adverse. Ceux qui ont propagé son image défaite et celle de sa femme dans les médias, non contents de leur victoire, veulent l’humilier. Qu’elles sont donc absentes les paroles de sagesse d’Aung San Suu Kyi<sup>2</sup> ; elle disait que, lorsqu’on hait son ennemi, alors on a perdu la partie. Le président Ouattara a demandé une enquête aux Nations Unies sur les charniers et le nombre élevés de victimes civils dans certaines régions. C’est un premier pas qui tend à le rétablir. A voir ensuite comment prendra-t-il en compte les résultats de cette enquête.

### **Dégagez !**

Si les peuples demandent aux dictateurs de s’en aller aujourd’hui, il est possible qu’ils le demandent demain aux pays du Nord. Le rôle des pays occidentaux, France, Amérique et Angleterre en tête, dérange bien des citoyens en Afrique. Qu’ils

---

<sup>2</sup> Opposante birmane, prix Nobel de la Paix

interviennent au nom des Nations Unies ne changent presque rien à la donne, car tout le monde sait que ce sont les pays occidentaux qui orchestrent les décisions dans les instances internationales. C'est ce qui rend le travail de l'ONU toujours discutable. Pourquoi donc les Nations Unies ont-elles besoin de s'unir aux forces de l'ancien colon pour faire son travail en Côte d'Ivoire ? Serait-ce que le colonialisme n'est pas terminé ? De plus en plus de voix s'élèvent en Afrique pour dénoncer l'ingérence incessante des occidentaux dans les affaires africaines. Ainsi, tant les adversaires que certains partisans du président Ouattara sont opposés à l'intervention militaire étrangère en Côte d'Ivoire. En Libye également, on trouve des opposants à l'intervention militaire étrangère dans les deux camps. Certes, la question de l'ingérence est très délicate. Elle pourrait s'accepter dans le sens que lui donne l'Organisation des Nations Unies, si nous avions précisément des nations *unies*, qui agissent au nom du bien-être des peuples. Mais il est patent que les interventions cachent toujours des intérêts économiques. En l'occurrence, la filière cacao ivoirienne et le pétrole libyen. Dans ce contexte corrompu, il n'y a pas de bons choix, seulement de moins mauvais choix. C'est pourquoi la question éthique de l'ingérence devient quasi indécidable. Les risques d'enlèvement en Libye sont réels. De plus, selon la radio allemande qui émet en haoussa au Niger, il y aurait une infiltration de membres d'Al Qaïda au sein de Conseil national de transition libyen. Les risques d'une guerre civile en Côte d'Ivoire ne sont pas écartés. Et sans intervention étrangère armée dans ces deux cas, il y aurait probablement eu des milliers de civils tués. Situation kafkaïenne ! Grande est la responsabilité occidentale dans cette situation absurde. Et certaines voix s'élèvent en Afrique pour la dénoncer, avec force. Entre une ingérence occidentale et une dictature africaine, l'Afrique peut choisir le camp africain, même s'il s'appelle Kadhafi ou Gbagbo, pour marquer son opposition à l'occident. Car l'ingérence occidentale prend la même figure qu'une dictature. Les propositions de l'Union Africaine de poursuivre les négociations malgré les échecs enregistrés jusque-là ont été rejetés d'un revers de main par les occidentaux. Aussi son président, Jean Ping, a-t-il refusé de se déplacer en Europe pour discuter de la question libyenne. Il ne voulait pas faire de figuration a-t-il déclaré sur Radio France Internationale. Les citoyens du nord doivent prendre conscience de cette profonde cassure. Jean Ziegler<sup>3</sup> parle de haine : « La haine de l'Occident (...) habite aujourd'hui une grande majorité des peuples du Sud. Elle agit comme une force mobilisatrice puissante. Cette haine n'est en aucun cas pathologique, elle inspire au contraire un discours structuré et rationnel. (...) L'Occident, de son côté, reste sourd, aveugle et muet face à ces manifestations identitaires, fondées sur un profond désir d'émancipation et de justice émanant des peuples du Sud. Il ne comprend rien à cette haine. C'est que la mémoire de l'Occident est dominatrice, imperméable au doute. Celles des peuples du Sud, une mémoire blessée. Et l'Occident ignore et la profondeur et la gravité de ces blessures ». L'Occident vit sur l'illusion que la démocratie est avérée dans les pays qui le composent, ainsi que le respect de la Déclaration des droits de l'homme. Mais cette illusion ne peut pas trouver de quoi s'entretenir dans les pays où cet Occident a organisé la traite, puis la colonisation et où le pillage des richesses se poursuit aujourd'hui à grande échelle. Les incessantes leçons de morale de l'Occident sont le fait de « celui qui voit la paille dans l'œil du voisin mais ne voit pas la poutre dans le sien ». Les valeurs démocratiques et celles de la Déclaration des droits de l'homme ne sont pas contestées dans leur essence, mais parce qu'elles servent de devanture honorable aux intérêts économiques, lourdement présents sur le continent africain. Sans compter que la Déclaration des droits de l'homme n'est pas l'apanage des Occidentaux ; si elle s'inspire de principes véritablement universels, alors chaque peuple aura fondé sa société sur des valeurs semblables, apportant la touche qui

---

<sup>3</sup> Jean Ziegler, *La haine de l'Occident*, Albin Michel, 2008.

signe sa propre culture et ses aspirations particulières. Pour s'en convaincre, il suffit de prendre connaissance, si ce n'est déjà fait, de la Charte des chasseurs du Mandé<sup>4</sup>, écrite en 1222 déjà. Si les responsables occidentaux s'inspiraient vraiment des Droits de l'homme, en tant que pays nantis, ils accueilleraient à bras ouverts les pauvres gens qui se pressent à leur porte, fuyant aujourd'hui la Libye et en général la misère, les guerres et les dictatures. Qu'ils balayent donc devant leur porte avant qu'on leur demande de dégager !

---

<sup>4</sup> Le texte peut être remis sur demande, par courriel